

# Bamako pose des conditions à un apaisement avec la France

Diambiadio, Sénégal | AFP | mardi 25/10/2022 - 16:22 UTC+3 | 425 mots

Le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop a indiqué mardi que le régime de Bamako dominé par les militaires posait comme condition à une restauration des relations avec la France le respect de sa "souveraineté" et de ses "choix stratégiques".

"Le Mali a souhaité que notre souveraineté soit respectée, que nos choix stratégiques et nos choix de partenaires soient respectés, et que les intérêts vitaux des Maliens soient pris en compte", a affirmé M. Diop au 8e Forum international de Dakar, conférence sur la sécurité et la paix en Afrique, pour expliquer la brutale dégradation des relations entre les deux pays qui a conduit les militaires français à quitter le Mali en août après neuf ans de lutte contre les jihadistes.

"Si ces éléments sont observés, le Mali n'a de problème à traiter avec aucun partenaire, y compris la France", a-t-il assuré à des journalistes après une intervention publique au Forum.

Interrogé sur ses accusations contre la France dans une lettre adressée en août au Conseil de sécurité de l'ONU, dénonçant notamment des "violations répétitives et fréquentes" de l'espace aérien malien par les forces françaises, M. Diop a affirmé que son pays attendait la session spéciale qu'il réclame pour en produire les preuves.

"Le Mali n'est pas un enfant, nous sommes membres des Nations unies, nous connaissons les règles. Nous avons demandé une session spéciale pour pouvoir discuter de cette question", a-t-il dit.

"Ceux qui sont en face, de quoi ils ont peur ? Si on n'a pas de preuves, qu'on convoque la session", a lancé le chef de la diplomatie malienne.

Dans sa lettre, il affirmait que les autorités maliennes disposaient "de plusieurs éléments de preuve que ces violations flagrantes de l'espace aérien malien ont servi à la France pour collecter des renseignements au profit des groupes terroristes opérant dans le Sahel et pour leur larguer des armes et des munitions", des accusations catégoriquement démenties par la France.

"Ce qui est important, c'est vraiment que nos partenaires viennent dans l'état d'esprit de travailler avec nous pour des solutions, ne viennent pas nous dicter des solutions", a par ailleurs déclaré M. Diop.

"Il ne faut pas jeter l'anathème sur les gens, nous avons notre propre responsabilité", a-t-il néanmoins reconnu dans son intervention devant le Forum de Dakar.

"Nous avons failli par rapport à l'intégration du continent, nous avons failli par rapport au renforcement de la coopération entre nous, nous avons failli par rapport à notre responsabilité pour assurer notre propre sécurité et je crois que nous ne pouvons pas faire assumer ça par d'autres", a-t-il poursuivi.

sst/amt/mj

© Agence France-Presse